

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Des mesures pour garder l'espoir

DISSOLUTION du ministère des Travaux publics (TP) et organisation du concours national de l'arrondissement le plus propre, sont les importantes mesures annoncées lundi en soirée par la cheffe du gouvernement, Rose-Christiane Ossouka Raponda, qui traduisent la volonté de l'Exécutif à trouver des solutions pérennes aux sempiternels problèmes de la dégradation des routes et de l'insalubrité galopante à Libreville et les autres villes du pays.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

DANS une déclaration qui a créé une onde de choc au sein de l'opinion, la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, a annoncé des mesures qui feront certainement date. Tant elles semblent traduire l'ambition des pouvoirs publics, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, en tête, de venir à bout des problèmes qui paraissent insurmontables par leur caractère insoluble sur la durée. La route et l'insalubrité de nos villes cheminent depuis toujours comme deux compagnons d'infortune auxquels il a été pourtant testé tous les remèdes (lire l'éditorial). Mais sans succès. Cette fois-ci sera-t-elle la bonne? Même si les échecs des expériences passées alimentent le doute permanent chez de nombreux compatriotes, il n'en demeure pas moins que certains n'ont jamais cessé de croire en une formule magique. Dans cette optique, Rose-Christiane Ossouka s'est fait l'écho de l'aspiration du président Ali Bongo Ondimba de trouver des solutions pérennes à ces deux maux qui réduisent presque à néant les efforts de développement impulsés depuis lors. La dissolution du ministère des Travaux publics, avec effet immédiat, et l'organisation d'un concours de propreté sur l'ensemble du territoire national mettant en avant Libreville et les huit chefs-lieux de provinces du Gabon, constituent des mesures qui devraient impulser un souffle nouveau.

L'état pitoyable de nos routes qui ne cessent de se dégrader aura donc eu raison du ministre et du département dont il avait la charge. Exit Léon Armel Bounda Balonzi, tout comme l'incarnation des politiques publiques au Gabon en matière d'infrastructures routières. Dissous, les attributs dudit ministère sont reversés au

sein d'un nouveau département en charge des Travaux publics, de l'Équipement et des Infrastructures, la Primature. C'est dire que la cheffe du gouvernement devra s'occuper personnellement de la route dans notre pays. Au regard de la décision forte de dissolution prise, elle devra mesurer l'urgence et les attentes, à la fois du numéro un gabonais et des populations qui ont maille à partir avec le réseau routier national. Sous le sceau d'une exigence qui ne devrait pas s'accommoder d'une quelconque lenteur ou négligence, la locataire de l'Immeuble du 2-Décembre devra composer avec la célèbre maxime: "On juge le maçon au pied du mur".

L'autre axe de la sortie du numéro un du gouvernement est l'épineuse question de l'insalubrité de la capitale politique du Gabon, Libreville, et des chefs-lieux de provinces. À l'image des routes du pays, l'entretien des villes dont certaines ont des voiries qui laissent à désirer et font pâlir les visiteurs. Mme Ossouka Raponda a fait l'annonce de l'organisation d'un concours de l'arrondissement le plus propre. Chiffres à l'appui, elle soutient que pour parvenir à donner une image plus reluisante de Libreville et des huit autres principales villes du pays, il va falloir susciter l'émulation, à travers cette compétition qui devra mobiliser des ressources financières importantes.

C'est une enveloppe de deux milliards de nos francs à Libreville et dans chaque chef-lieu de province dans le cadre des projets de développement local. Sans compter les 500 millions qui devront être versés aux vainqueurs dans les neuf villes. Il ne reste plus qu'à attendre les modalités d'organisation d'une telle opération qui devrait débiter dès cette année. Les gouverneurs des provinces sont donc appelés à se mettre à l'ouvrage pour éviter que l'œuvre ne meure avant d'avoir vu le jour.



Photo: DR



LES DÉCISIONS DE L'EXÉCUTIF

- Dissolution du ministère des Travaux publics, de l'Équipement et des Infrastructures et création au sein de la Primature d'un département dédié.

- Création d'un concours de l'arrondissement le plus propre, le vainqueur primé d'une enveloppe de 500 000 millions de francs.

- Octroi d'une enveloppe de 2 milliards de francs à chacune des capitales provinciales, Libreville comprise. La gestion de ces ressources incombant exclusivement aux gouverneurs dans le cadre des projets de développement local.

...oir ?



Ras-le-bol!

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

!! (...) COMPTE tenu des très nombreuses récriminations des populations, concernant la forte dégradation des voiries urbaines de notre pays, le président de la République exprime sa colère par rapport aux lenteurs, constamment observées et dénoncées par lui, dans la réhabilitation du réseau routier national". Tel a été le préambule de la déclaration de la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda. Avant d'annoncer par la suite la dissolution du ministère des Travaux publics, de l'Équipement et des Infrastructures.

Le ton employé par la "patronne de l'Administration" a été assez clair. Selon elle, le chef de l'État, en colère, n'apprécie pas la lenteur observée dans l'aménagement et la réhabilitation des infrastructures routières. Ce dernier ayant été obligé d'effectuer plusieurs descentes sur le terrain pour donner un coup de pied dans la fourmilière. La route constituant pour lui, le premier vecteur de développement. Les spécialistes des questions économiques ne nous démentiront pas. "Tout passe par la route", comme le serine d'ailleurs l'adage populaire. Une ire présidentielle également exacerbée par le fait que le secteur

routier occupe un pan important du Plan d'accélération de la transformation (PAT). Autant de raisons ayant milité en faveur de la "décapitation" de Léon Bounda Balonzi, dernier occupant du département ministériel dissous, qui faisait déjà face à un mouvement de grève. Désormais, la lourde responsabilité relative à la réfection des tronçons routiers incombe à la "locataire de la Primature". Reste à savoir si cette nouvelle donne garantira l'efficacité et l'efficience tant attendue dans l'exécution des travaux. Espérons que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets.

EDITORIAL

Le mal à la racine

Le président Ali Bongo Ondimba a pris lundi une décision sans précédent dans l'histoire de notre pays en prononçant la dissolution du ministère des Travaux publics et des Infrastructures, en charge de la route, désormais confiée à la Première ministre Rose-Christiane Ossouka Raponda. Cette décision inattendue tombe au moment où le premier gabonais multipliait les sorties sur le terrain, des appels d'offres sont lancés, et autres agitations touchaient ces derniers temps ce secteur prioritaire du pays.

À partir de là, on devait décrypter le message que Ali Bongo Ondimba faisait passer au gouvernement, singulièrement à ce ministère. En fait, il s'agissait d'une invite à plus de dynamisme et de concret face à l'urgence de la Route au Gabon. En un mot, à secouer le cocotier et répondre aux attentes des Gabonais qui doutent, à raison, de la réelle capacité des gouvernants à faire face à ce sempiternel problème.

En effet, il est de notoriété publique, déjà sous feu Omar Bongo Ondimba, de considérer la Route comme un vecteur de développement. À ce titre, elle devient une préoccupation majeure pour les dirigeants et les populations qui n'en finissent plus de s'impatienter. Sauf que malgré les colossaux moyens financiers débloqués pour doter le pays de voies praticables toute l'année, la mobilisation notamment du potentiel humain (ingénieurs, techniciens, administratifs, financiers, etc.), les différents hauts cadres choisis depuis des décennies, la route n'a pas beaucoup avancé. Dans ce cas, on ne saurait comprendre que notre réseau routier soit très en deçà de ceux d'autres pays moins nantis que le nôtre. Pourquoi cette incapacité à faire mieux ? Qu'est-ce qui a manqué ? Certes, quelques progrès ont été réalisés ces dernières années en termes de routes bitumées dans plusieurs localités, mais des zones d'ombre demeurent. Certains quartiers de nos centres urbains, ou d'autres villes de l'intérieur sont enclavés. Ce qui les freine dans leur désir de développement auquel aspirent nos compatriotes dans leur entièreté. Comme si cela ne suffisait pas, le nombre de chantiers abandonnés ou tardant à être livrés à travers le pays s'est multiplié au point de s'interroger sur l'origine de ce mal profond qui freine ce secteur.

Sauf à s'y méprendre, aujourd'hui il faut oser le dire, la gouvernance de la route et son corollaire sont principalement en cause dans le retard que le Gabon accuse. Car, il est inconcevable qu'avec autant de milliards engloutis depuis des années, autant de projets, notre pays ne soit pas parvenu à disposer jusque-là d'un réseau routier à la hauteur de ses ambitions et des attentes des populations. Lesquelles ont finalement conscience depuis que la seule volonté du chef de l'État ne saurait être traduite totalement en actes tant qu'on ne neutralise pas ces groupes mafieux publics et privés intervenant dans la chaîne de réalisation des travaux et chantiers routiers.

C'est une réalité connue de tous dans plusieurs strates, même bien avant les affaires Santullo et autres. Les différents rapports et audits sur la Route au Gabon ainsi que les pratiques existantes, l'appât du gain et autres habitudes et tares ont sérieusement annihilé pleins d'efforts et douchent tous les espoirs. Comme à l'Habitat et au logement en 2011, cette mesure prise plus tôt aurait pour beaucoup été plus salvatrice pour faire bouger les choses, créer le sursaut attendu en vain dans ce secteur où, en dépit du renouvellement des élites, une véritable tare gangrène l'ensemble du corps. C'est pourquoi à l'aune de la décision présidentielle, il est impératif de mettre hors d'état de nuire tous les autres acteurs et complices souvent haut placés qui exigent des rétrocommissions et autres avantages foulant aux pieds les règles de l'orthodoxie.

Lin-Joël NDEMBET